

---

# Comment sortir de l'euro ? Les 12 étapes essentielles

---

Comme le Front National l'anticipait depuis 2005 et en l'annonçant dès juin 2008, la crise finale de l'euro a commencé et l'éclatement de la zone euro s'opère par un krach obligataire rampant dû à une « **Eurodivergence** » intenable. Echec économique et social depuis sa mise en place, machine à fabriquer des chômeurs et à faire pression à la baisse sur le pouvoir d'achat, la monnaie unique contraint aujourd'hui les Etats de plus en plus insolubles de la zone euro au surendettement et au marasme social, sous l'influence du FMI, de l'UE et du G20 qui inventent des plans de sauvetage aussi démentiels qu'inutiles.

De nombreux éminents économistes français rejoignent notre diagnostic sur l'agonie de l'Euro : Jacques SAPIR, Norman PALMA, Jean-Luc GREAU, Christian St ETIENNE, Philippe SIMONNOT, Alain COTTA, Maurice ALLAIS...

Pourtant, il y a des raisons d'espérer. En effet, nous pensons qu'il est préférable de préparer le plan B de la fin de l'Euro plutôt que de la subir par une panique monétaire.

Sous l'impulsion de Marine Le Pen et des experts qui l'entourent, le Front National a donc travaillé sur un plan de sortie de l'euro en 12 étapes essentielles. Le processus détaillé ici, permettra à la France de retrouver sa souveraineté monétaire dans un cadre nouveau où le politique retrouvera son mot à dire, dans l'intérêt prioritaire de tous les Français. L'objectif stratégique, bien compris, est d'améliorer la stabilité économique et sociale interne du pays par des ajustements monétaires.

Préparer une sortie intelligente et simple de l'euro, c'est le moyen pour notre patrie de renouer avec l'espérance, car dans la doctrine économique et politique du FN: **une Nation = une monnaie**.

## ▶ Avant la sortie :

**1.** Négocier avec les autres pays européens qui souffrent de la monnaie unique une « sortie groupée » de la zone euro et de l'Union Européenne, ensemble et le même jour. Ces pays sont l'Irlande, la Grèce, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Belgique,... Retrouver ainsi le groupe des pays européens aux monnaies libres : Suisse, Norvège, Suède, Danemark...

**2.** Créer un « ministère des Souverainetés », ministère technique transversal chargé de coordonner la restauration de la souveraineté de la France dans tous les domaines (monétaire, budgétaire, commercial, migratoire, militaire, diplomatique, juridique, etc...)

**3.** Préparer la fabrication de la nouvelle monnaie nationale, le Franc pour éviter la rupture des **signes monétaires** (*pénurie de billets de banque*). Les imprimeries de Chamalières (comme aujourd'hui) produiront au fur et à mesure, **sous contrôle de la Banque de France**, des billets (5, 10, 20, 50, 100, 200, 500 Francs) et à moindres coûts. Les chéquiers en € pourront également rester en vigueur par simple substitution de l'Euro en Franc.

**4.** Restaurer la Banque de France dans ses **prérogatives d'institution monétaire** (*mais elle conservera son autonomie vis-à-vis de l'Etat !*) et dans son rôle de définition de la politique monétaire de la France, en coopération avec le ministère de l'Economie et des Finances ;

**5.** Abroger la loi du 3 janvier 1973 qui interdit à l'Etat d'emprunter à la Banque de France et qui l'oblige à se financer de façon onéreuse auprès des banques privées et des marchés financiers internationaux;

**6.** Seule, ou avec d'autres pays, la France annonce officiellement qu'elle se dote d'une monnaie nationale, le Franc, et qu'elle quitte en conséquence la zone euro, afin de sortir de la crise mortelle qui l'affecte.

➔ Instantanément, l'euro perd le peu de crédibilité institutionnelle qui lui reste.

## ► Au moment de la sortie :

Institutionnellement, « battre monnaie » est le privilège régalien d'une Nation et donc un retour à la souveraineté monétaire; cela implique qu'une ordonnance (Art. 38) de notre Constitution autorisera le gouvernement à agir dans l'urgence pour sauvegarder la stabilité.

**7.** Mettre en circulation les nouvelles pièces et billets de Franc et autoriser la double circulation avec l'Euro pendant 1 à 2 mois. Opération conduite sous la supervision de la Banque de France ;

**8.** Etablir de façon temporaire un contrôle des changes, levé, une fois la situation financière stabilisée ;

**9.** Au bout de 2 mois de double circulation, seul le Franc a cours légal en France ;

**10.** La parité fixée est la suivante : **1 euro = 1 franc** avec un **taux de change fixe et ajustable** (*si euro monnaie commune*), pour maintenir au mieux le pouvoir d'achat.

Par conséquent :

➤ Le prix des biens de consommation ne changera pas pour éviter à nouveau un mouvement très inflationniste comme lors du passage du Franc à l'Euro. *Ex: la baguette d'1 € passerait à 1 Franc et non à 6,57 F (en 10 ans, perte de 40 % de pouvoir d'achat !)*

➤ Il n'est pas question de revenir au Franc «Pinay» soit 1 € = 6,57 F;

**11.** Désormais, la politique monétaire de la France est conduite conjointement par le ministre de l'Economie et des Finances ainsi que le gouverneur de la Banque de France, sous contrôle populaire, par une commission de surveillance parlementaire ;

Dans un premier temps, le **Franc** devrait paradoxalement se **réévaluer de X %** face au Dollar, à la Peseta, à la Drachme, à la Lire, à la Livre Sterling, etc..., compte tenu de l'état relatif (*par rapport à la France*) de décomposition des économies des pays de la zone euro (*hors Allemagne*) voire des USA. Grâce à notre politique économique et à la stabilité monétaire que nous allons rétablir au niveau domestique, nous serions dans un deuxième temps contraints de pratiquer une **dévaluation compétitive maîtrisée** (*acte politique fort et positif pour le pays*), tout comme les USA et la Chine la pratiquent actuellement.

Cette dévaluation prévisible de l'ordre de 20 à 25 % du Franc aurait plus d'avantages que d'inconvénients. Elle augmenterait certes de 20% la dette extérieure, souscrite en Euros (*à condition que l'Euro existe encore !*), soit 67% de la dette. Ce qui représente une augmentation de 10 points environ de dette par rapport au PIB, loin du tsunami parfois annoncé par les tenants de l'Euro. Ceci est sans compter bien entendu le phénomène inflationniste inévitable dû au désordre monétaire mondial !

Surtout, cette dévaluation produirait des effets très positifs sur la dynamique de l'économie nationale, compensant largement la hausse provisoire de la dette : gains de compétitivité, soutien aux exportations. Parallèlement, nous allons grâce à la « **déprivatisation de l'argent public** » (*fin de l'open market*) – soit une « **monétisation de la dette** » pour obtenir une **capacité d'autofinancement** allouée à l'économie réelle, par un dégagement **d'excédents budgétaires** – entamer aussi un mouvement de **résorption de la dette** plus rapidement, sans désastre social. Selon nos prévisions et avec notre modèle économique patriotique, il est possible de recouvrer l'équilibre budgétaire à partir de **2016** et de **résorber** une majorité du capital dette publique à l'horizon **2025**. Cette politique monétaire était celle des **trente glorieuses** !

## ►Après la sortie :

**12.** Un an après la sortie de l'euro, le ministère des Souverainetés publie un premier bilan de l'impact de cette décision sur l'économie française, son industrie, son commerce, le pouvoir d'achat et l'emploi. Le cas échéant et en fonction de l'évolution future du SMI, le Franc pourrait être adossé ultérieurement à un **étalon monétaire polymétallique** constitué d'un panier de monnaies et de métaux précieux (*Or, argent platine, platinum..*).

**Avec la dislocation de la zone euro, la monnaie d'occupation est morte, alors vive le Franc !**